



Déclaration liminaire de la FSU au CDEN du 18 novembre 2010

Ce CDEN s'ouvre dans un contexte particulier : celui de la lutte contre une réforme des retraites, qui sacrifie délibérément l'emploi, et en particulier l'emploi des jeunes.

La FSU considère qu'il n'y a qu'une seule solution pour sortir de l'impasse dans laquelle le gouvernement a plongé le pays : l'abrogation de cette loi injuste et injustifiée de par son inefficacité déjà révélée par le gouvernement en introduisant la date de 2013.

Les fonctionnaires sont particulièrement pénalisés par cette loi : touchés comme tout le monde par le recul de l'âge de départ, ils verront aussi leur cotisation augmenter et les mères de trois enfants vont perdre leur droit de retraite anticipée.

Concernant les jeunes, après avoir martelé que sa réforme visait à conforter le système de retraite pour les jeunes générations, le gouvernement leur dénie maintenant le droit de s'en mêler. Or, personne n'est dupe : la réforme proposée va augmenter le chômage des jeunes et les priver du droit à une retraite décente. Il n'y a là aucune manipulation : seulement une prise de conscience.

Le gouvernement est en grande difficulté car plus de 70% de nos concitoyens persistent à la rejeter et ne se laissent pas abuser par les faux arguments.

La promulgation de la loi ne change rien : elle n'en demeure pas moins profondément injuste, inégalitaire et inefficace.

L'intersyndicale de l'Indre le redira lors du meeting qu'elle organise le mardi 23 novembre à 18h, salle Alexandre Dumas à Châteauroux.

La rentrée 2010 a vu se poursuivre, à Châteauroux comme ailleurs, la politique de destruction du Service public de l'Éducation Nationale. Cette entreprise de démolition des services publics sous couvert de RGPP continue avec la suppression de plus de 30 000 emplois publics prévue au budget 2011, dont 16 120 pour la seule éducation nationale.

La publication inhabituelle d'une note de l'Inspection Générale sur la préparation de cette rentrée, très critique, montre que l'inquiétude sur l'avenir du système éducatif français est maintenant partagée jusqu'en haut de la hiérarchie du ministère.

Ce budget 2011 qui se prépare pour les Services Publics et en particulier pour l'Éducation est un budget de régression de plus. Les milliers de suppressions de postes et les réductions drastiques de crédits vont asphyxier un peu plus l'École Publique. De plus, les conséquences du gel annoncé des dotations aux collectivités auront des effets immédiats et importants sur les écoles et les établissements du second degré.

Alors que tous les rapports (Cour des Comptes, Inspection Générale de l'Éducation Nationale, Rapport Attali) s'inquiètent du manque de moyens consacrés à notre système éducatif par rapport aux autres pays européens, là encore le gouvernement fait la sourde oreille et affiche un mépris souverain.

Les budgets successifs liés à la politique désastreuse de ce gouvernement conduit le système éducatif public dans le mur. Il permet une transformation de l'école pour mieux l'adapter à la baisse drastique des moyens et la suppression massive des postes d'enseignants et d'administratifs.

Les satisfecit ministériels et les expérimentations diverses ne peuvent masquer l'évidence : **l'ambition éducative pour tous les jeunes n'est plus une priorité en France.** Nous ne pouvons accepter cette mise à mal du service public d'éducation qui concerne l'ensemble des usagers et des personnels. C'est d'une autre ambition éducative et d'un autre budget dont notre École a besoin pour assurer la réussite de tous et améliorer les conditions de travail des personnels.